

L'EDIAC FORMATIONS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association L'EDIAC FORMATIONS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'EDIAC FORMATIONS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise, relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de votre Conseil de Surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes,

Forvis Mazars

Strasbourg, le 24 juin 2025

ACTIF - 2024						
en €	Brut	Dépréciation	31/12/2024	31/12/2023	Var % [2024 vs 2023]	Var % [2024 vs 2023]
Capital souscrit non appelé	0	0	0	0	0	0,0%
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	-
Frais de R et D	0	0	0	0	0	-
Concessions, brevets	0	0	0	0	0	-
Fonds commercial	0	0	0	0	0	-
Autres immos incorporelles	43 963	40 720	3 243	7 935	(4 692)	(59,1%)
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	-
Avances et acptes / imm. inc.	0	0	0	0	0	-
Ss tot Immos Incorporelles	43 963	40 720	3 243	7 935	(4 692)	(59,1%)
Terrains	0	0	0	0	0	-
Constructions	0	0	0	0	0	-
Instal. techn., mat. et out.	7 185	6 485	700	1 024	(324)	(31,6%)
Autres immos corporelles	727 608	309 139	418 469	490 347	(71 878)	(14,7%)
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	-
Av. et acptes / imm. corp.	0	0	0	0	0	-
Ss tot Immos Corporelles	734 793	315 624	419 169	491 371	(72 202)	(46,3%)
Participations	0	0	0	0	0	-
Créances rattachées particip.	0	0	0	0	0	-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0	0	-
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	-
Prêts	21 031	0	21 031	21 031	0	0,0%
Autres immos financières	0	0	0	0	0	-
Ss tot Immos Financières	21 031	0	21 031	21 031	0	0,0%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	799 787	356 343	443 444	520 335	(76 892)	(14,8%)
Matières premières, approv.	0	0	0	0	0	-
En cours prod. biens	0	0	0	0	0	-
En cours prod. services	0	0	0	0	0	-
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0	0	-
Marchandises	0	0	0	0	0	-
Ss tot Stocks	0	0	0	0	0	-
Avances et acptes sur cmde	0	0	0	2 670	(2 670)	(100,0%)
Clients et cptes rattachés	373 412	2 426	370 986	174 654	196 332	112,4%
Autres créances	4 598	0	4 598	5 735	(1 137)	(19,8%)
Capital sousc. appelé non versé	0	0	0	0	0	-
Valeurs mobilières de placement	264 685	0	264 685	248 570	16 115	6,5%
Instruments de trésorerie - Actif	0	0	0	0	0	-
Disponibilités	1 444 228	0	1 444 228	1 558 599	(114 371)	(7,3%)
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 086 923	2 426	2 084 497	1 990 228	94 269	4,7%
Charges constatées d'avance	18 455	0	18 455	11 018	7 437	67,5%
Charges à répartir	0	0	0	0	0	-
Primes de remboursement des emprunts	0	0	0	0	0	-
Ecart conversion actif	0	0	0	0	0	-
TOTAL GENERAL ACTIF	2 905 165	358 769	2 546 396	2 521 582	24 814	1,0%

PASSIF - 2024

en €	31/12/2024	31/12/2023	Variation [12/2024 vs 12/2023]	Var % [12/2024 vs 12/2023]
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires		0	0	-
Fonds propres complémentaires	989 840	989 840	0	0,0%
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires		0	0	-
Fonds propres complémentaires		0	0	-
Ecart de réévaluation		0	0	-
Réserves				
Réserves statut. ou contract.		0	0	-
Réserves pour projet de l'entité		0	0	-
Autres réserves		0	0	-
Report à nouveau	938 128	934 689	3 440	0,4%
RESULTAT DE L'EXERCICE	98 334	3 440	94 894	2758,6%
Situation nette	2 026 303	1 927 969	98 333	2758,9%
Fonds propres consommables	0	0	0	-
Subventions d'investissement	269 635	306 721	(37 085)	(12,1%)
Provisions réglementées	0	0	0	-
FONDS PROPRES TOTAL (I)	2 295 938	2 234 690	61 248	2,7%
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0		-
Fonds dédiés	0	0		-
FONDS REPORTES ET DEDIES TOTAL (II)	0	0	0	-
Provisions pour risques	11 859	20 678	(8 819)	(42,6%)
Provisions pour charges	0	0	0	-
PROVISIONS TOTAL (III)	11 859	20 678	(8 819)	0,0%
Emprunts obligataires convert.	0	0	0	-
Autres emprunts obligataires	0	0	0	-
Emp. & dettes / Ets Crédit (6)	0	0	0	-
Emp. & dettes fin. divers	0	1 500	(1 500)	(100,0%)
Avances et acomptes / cm des	85 904	340	85 564	25165,9%
Dettes fournisseurs	24 089	40 845	(16 756)	(41,0%)
Dettes fiscales et sociales	102 873	194 395	(91 522)	(47,1%)
Dettes sur immobilisations	0	0	0	-
Autres dettes	0	0	0	-
Instruments de trésorerie - Passif	0	0	0	-
Produits constatés d'avance	25 733	29 134	(3 400)	(11,7%)
DETTES TOTAL (IV)	238 599	266 214	(27 615)	(10,4%)
Ecart conv. passif (V)	0	0	0	-
TOTAL GENERAL PASSIF	2 546 396	2 521 582	61 900	2,5%
Renvois :		0	0	-
(6) Dont concours bancaires		0	0	-

COMPTE DE RESULTAT - 2024

en €	31/12/2024	31/12/2023	Var° €	Var° (%)
Cotisations	0	0	0	-
Ventes de biens	0	0	0	-
Ventes de prestations de service	792 805	603 391	189 414	31,39%
Produits de tiers financeurs	680 377	678 220	2 157	0,32%
Reprises amort., dépréciations et provisions	22 467	76 633	-54 166	100,00%
Utilisation des fonds dédiés	0	0	0	-
Autres produits	12 776	5 304	7 472	140,87%
Total pds d'exploitation	1 508 424	1 363 548	144 876	10,62%
Achats de marchandises	0	0	0	-
Variation de stock march.	0	0	0	-
Achats de matières premières	0	0	0	-
Variation de stock mat. prem.	0	0	0	-
Autres achats, charges externes	506 871	451 776	55 095	12,20%
Impôts et taxes	51 000	38 157	12 843	33,66%
Salaires et Charges Sociales	823 657	805 917	17 740	2,20%
Dotations amort., dépréciations et provisions	79 319	106 085	-26 766	-25,23%
Autres charges	36 036	34 953	1 083	3,10%
Total charges d'expl.	1 496 884	1 436 888	59 996	4,18%
RESULTAT D'EXPLOITATION	11 540	-73 340	84 880	-115,74%
Benef attr. ou perte tr.	0	0	0	-
Perte supp. ou benef tr.	0	0	0	-
Total Produits fin.	37 625	17 133	20 492	119,61%
Total Charges fin.	0	0	0	-
RESULTAT FINANCIER	37 625	17 133	20 492	119,61%
RES. COURANT AVANT IMPOT	49 166	-56 207	105 373	187,47%
Total produits except.	49 366	62 498	-13 132	-21,01%
Total charges except.	198	2 851	-2 653	-93,06%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	49 168	59 647	-10 479	-17,57%
Participation des salaries	0	0	0	-
Impot sur les benefices	0	0	0	-
BENEFICE	98 334	3 440	94 894	2758,54%
Contributions volontaires en nature	0	0	0	-
Charges sur contributions volontaires en nature	0	0	0	-

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024

PREAMBULE

Objet et but de l'association :

L'association a pour objet de développer des actions de formation, en présentiel ou à distance, de recherche, d'études, de conseil, d'ingénierie et d'expertise dans le domaine de l'intervention sociale, du champ éducatif, de la santé, du médico-social ainsi que dans tout autre domaine pour lequel une expertise a pu être mise en place.

Ainsi l'association permet de délivrer des diplômes d'Etat, et notamment ceux d'Educateur de Jeunes Enfants, de Médiateur Familial, d'Assistant Familial, d'Accompagnant Educatif et Social, du CAP AEPE.

Les moyens d'action :

Pour réaliser son objet, l'association emploie des formateurs qualifiés et fait appel à des formateurs et des experts extérieurs. L'association signe une charge ERASMUS+ et des partenariats, notamment avec l'Université de Strasbourg.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Conformément aux dispositions du plan comptable, la présentation des comptes annuels 2024 a été établie suivant les principes généraux précisés ci-après.

Il a été intégré les nouvelles dispositions du règlement ANC n° 2018-06 du 05 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables modifié par l'ANC n° 2020-08, dispositions applicables au 01/01/2020, et relatives aux comptes annuels des Associations.

MODES ET METHODES D'EVALUATION :

A- IMMOBILISATIONS :

Les biens immobilisés sont évalués à leurs coûts d'acquisition (TTC).

Conformément aux règles comptables, les immobilisations inscrites au bilan sont amorties selon le mode linéaire, l'année même de leur acquisition, et selon la méthode « prorata-temporis ».

Les principaux taux pratiqués sont fonction, pour chacun des comptes, des durées de vie des immobilisations, ou des durées d'amortissement.

Amortissements des immobilisations incorporelles

Logiciels : linéaire de 1 à 3 ans.

Amortissements des immobilisations corporelles

Amortissements des agencements et aménagements

des constructions :	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements du matériel et mobilier scolaire :	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements du matériel et mobilier de bureau :	linéaire de 5 à 10 ans
Amortissements du matériel informatique :	linéaire sur 3 ans
Amortissements du mobilier général :	linéaire de 5 à 10 ans

B- STOCKS :

Non applicable.

C- CREANCES :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il y a risque de non-recouvrement.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées en fonction d'un risque avéré, selon une estimation au réel de la charge.

D- VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, à l'exception des frais engagés pour leur acquisition.

Les valeurs mobilières de placement ont, le cas échéant été dépréciées par voie de provision lorsque la valeur de réalisation était inférieure à leur valeur historique.

E- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Conformément au règlement ANC n° 2018-06, les risques et charges nettement précisés quant à leur objet, dont le montant peut être évalué avec une fiabilité suffisante et pour lesquels une obligation existe à la date de clôture, entraînent la constitution de provisions.

F- INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE :

Les paramètres suivants sont appliqués à l'ensemble des salariés pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière :

- modalité de départ : départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans pour les cadres et 62 ou 64 ans pour les non-cadres ;
- salaire mensuel de référence : 1/12^e du salaire annuel indiqué ;
- taux de revalorisation annuel de salaire pour les années à venir : 2 % ;
- probabilité de sortie de l'entreprise : taux de rotation faible à partir de 55 ans ;
- table de mortalité : la probabilité de décès est déterminée à partir de la table de mortalité réglementaire TF 00-02 (vie) et TH 00-02 (vie) ;
- taux d'actualisation retenu : 3,30 %.

Passif social cadre et non cadre au 31/12/2024 : 28 665 € - Taux de couverture 203,30 %.

MONTANT DES REMUNERATIONS AUX MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION DE L'ASSOCIATION :

Aucune rémunération ou avantage en nature ne sont versés aux administrateurs de l'association.

LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (dons, bénévolat) :

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- ▶ des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- ▶ des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- ▶ des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Comme en 2023, aucune contribution en nature n'a été identifiée chez L'Ediac Formations en 2024.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2024 PAR FORMATION ET ACTIVITES ANNEXES :

Educateurs jeunes enfants :	372.289 €
Préparations :	0 €
Validation des acquis de l'expérience. :	12.825 €
Médiation familiale :	1.200 €
Assistants familiaux :	89.849 €
Cap AEPE :	157.886 €
Assistants gérontologie :	9.500 €
Accompagnants éducatifs et social :	61.052 €
Formations continues :	75.255 €
Célis – Interreg 21-27 :	12.790 €
Activités annexes :	158 €

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT :

Les produits de tiers financeurs se composent de :

- 675.710 € de concours publics en provenance de la Région Grand Est ;
- 4.667 € de subvention d'exploitation de l'Association Nationale Recherche Technologie.

EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2024 :

Concernant l'activité :

En juillet 2024, France Travail a sollicité l'EDIAC Formations pour assurer la reprise de quatre groupes de CAP Petite Enfance, soit un total de 45 stagiaires, à la suite de la fermeture de l'IRFA Est. Cette reprise représente un potentiel financier estimé à 350 000 € sur une année scolaire, dont 150 000 € réalisés sur l'exercice 2024.

Concernant les ressources humaines :

L’effectif de l’EDIAC Formations s’est stabilisé à 13 salariés en 2024.

Le contrat CIFRE de Gillian Cante a pris fin en février 2024.

Un nouveau contrat CIFRE a été signé en novembre 2024, portant sur une thèse consacrée à la thématique de la pédo-criminalité.

Un accord de télétravail, autorisant jusqu’à deux jours par semaine, a été formalisé, contribuant à l’amélioration des conditions de travail et à une meilleure organisation interne.

Enfin, l’application du Ségur pour tous a entraîné une hausse de la masse salariale à hauteur de 54 000 €, sans contrepartie de financement supplémentaire à ce jour.

A noter un évènement post-clôture ; le paiement d’une partie de la dette du CPCV Est datant de 2020/2021(pour 28.890,92 €). Le remboursement d’un montant de 13.648,55 € a été effectué le 18/02/2025. La créance ayant été intégralement provisionnée depuis 2021, l’impact sur les comptes 2024 est un produit de 13.648,55 € correspondant à la part provisionnée finalement recouvrée.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS
EXERCICE 2024
(Valeurs brutes)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

N° COMPTE	LIBELLE	au 01/01/2024	ACQUISITIONS	CESSIONS	au 31/12/2024
20800100	Autres immobilisations incorporelles	60 370,45	0,00	16 407,72	43 962,73
TOTAL IMMO. INCORPORELLES		60 370,45	0,00	16 407,72	43 962,73
21351800	Installation générale, agencement et aménagement de bureau	0,00	0,00	0,00	0,00
21540300	Matériel scolaire	7 185,08	0,00	0,00	7 185,08
21810000	Install.générales, Agenc, Aménagement	608 750,71	0,00	0,00	608 750,71
21830000	Matériel de bureau	7 309,35	0,00	0,00	7 309,35
21830100	Matériel informatique	26 940,55	0,00	0,00	26 940,55
21840000	Mobilier général	84 607,39	0,00	0,00	84 607,39
TOTAL IMMO. CORPORELLES		734 793,08	0,00	0,00	734 793,08

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

N° COMPTE	LIBELLE	au 01/01/2024	ACQUISITIONS	CESSIONS	au 31/12/2024
27480000	Autres prêts - CILEST	21 031,19			21 031,19
TOTAL IMMO. FINANCIERES		21 031,19	0,00	0,00	21 031,19

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS
EXERCICE 2024

N° COMPTE	LIBELLE	au 01/01/2024	DOTATIONS	DIMINUTIONS	au 31/12/2024
28080000	Amortissements autres immobilisations incorporelles	52 435,53	4 691,73	16 407,72	40 719,54
TOTAL AMORT. IMMO. INCORPORELLES		52 435,53	4 691,73	16 407,72	40 719,54
28135180	Amortissements installations générales, agencements des constructions	181 267,71	60 875,07		242 142,78
28154300	Amortissements matériel scolaire	6 161,44	323,26		6 484,70
28183000	Amortissements matériel de bureau	6 139,82	324,30		6 464,12
28183100	Amortissements matériel informatique	23 547,19	2 269,01		25 816,20
28184000	Amortissements mobilier général	26 306,40	8 409,72		34 716,12
TOTAL AMORT, IMMO, CORPORELLES		243 422,56	72 201,36	0,00	315 623,92

ETAT DES CREANCES 2024

NATURE DE LA CREANCE	TOTAL	- 1 AN	+ 1 AN
Usagers et comptes rattachés	373 412,01	373 412,01	0,00
Clients - Factures à établir	174 616,16	174 616,16	
Clients	196 370,01	196 370,01	
Clients douteux	2 425,84	2 425,84	
Autres créances diverses	4 598,33	4 598,33	0,00
ANRT/CIFRE	2 333,33	2 333,33	
Subvention travaux 2025	2 265,00	2 265,00	
Produits à recevoir	0,00	0,00	0,00
Charges constatées d'avance	18 455,18	18 455,18	0,00
TOTAL	396 465,52	396 465,52	0,00

ETAT DES DETTES 2024

NATURE DE LA DETTE	TOTAL	- 1 AN	+ 1 AN
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	24 109,16	24 109,16	0,00
Fournisseurs -	9 091,49	9 091,49	
Fournisseurs - Factures non parvenues	15 017,67	15 017,67	
Dettes fiscales et sociales	102 872,71	102 872,71	0,00
Personnel	109,93	109,93	
Notes de frais - salariés	860,13	860,13	
Congés payés	31 586,95	31 586,95	
Organismes sociaux	34 587,20	34 587,20	
Autres charges à payer - Organismes sociaux	18 778,37	18 778,37	
Prélèvement à la source	1 646,38	1 646,38	
Taxe sur les salaires	11 043,53	11 043,53	
Taxe formation - Akto	4 260,22	4 260,22	
Autres dettes	85 904,00	85 904,00	0,00
Avances et acomptes reçus	85 904,00	85 904,00	
Produits constatés d'avance	25 733,40	25 733,40	0,00
TOTAL	238 619,27	238 619,27	0,00

ETAT DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 2024

N° COMPTE	LIBELLE	au 01/01/2024	DOTATIONS	REPRISES	au 31/12/2024
15180000	Autres provisions pour litiges	20 677,93	0,00	8 818,93	11 859,00
	TOTAL	20 677,93	0,00	8 818,93	11 859,00

ETAT DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS 2024

N° COMPTE	LIBELLE	au 01/01/2024	DOTATIONS	REPRISES	au 31/12/2024
49100000	Provision dépréciation clients	28 890,92	2 425,84	28 890,92	2 425,84
59080000	Provision dépréciation VMP	16 114,96	0,00	16 114,96	0,00
	TOTAL	45 005,88	2 425,84	45 005,88	2 425,84

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS 2024

Libellé	Valeur d'origine	Mt viré au Compte de Résultat	Montant net au 31/12/2024
Sub investiss, logiciel WAIABE Région Grand Est	28 891,44	28 891,44	0,00
Sub investiss, travaux Verdon Région Grand Est	435 791,26	174 316,52	261 474,74
Subv investissement ordinateurs Région Grand Est	3 000,00	2 389,57	610,43
Subv travaux 2025 Région Grand Est	7 550,00	0,00	7 550,00
	475 232,70	205 597,53	269 635,17

TABEAU DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION 2024

Libellé	Produits 2024
Sub CIFRE ANRT	4 666,66
Sub fonctionnement EJE (682K€ - 6,29K€ remb boursiers) Région Grand Est	675 710,00
	680 376,66

FONDS PROPRES 2024

en €	31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Résultat de la période	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	989 840	0	0	0	0	989 840
Fonds propres statutaires	989 840					989 840
Fonds propres complémentaires	0					
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0	0
Fonds propres statutaires	0					
Fonds propres complémentaires	0					
Ecart de réévaluation	0					
Réserves	0				0	0
Réserves statutaires ou contractuelles	0					
Réserves pour projet de l'entité	0					
Autres réserves	0					
Report à nouveau	934 689	3 440				938 129
Excédent ou déficit de l'exercice	3 440	-3 440			98 334	98 334
Situation nette (sous total)	1 927 969	0	0	0	98 334	2 026 303
Fonds propres consommables						0
Subventions d'investissements	306 721			-37 086		269 635
Provisions réglementées						0
Fonds propres	2 234 690	0	0	-37 086	0	2 295 938

**ETAT DES CONGES PAYES et E.T.P.
EXERCICE 2024**

Provisions CP 2024 Hors charges	Charges sociales	TOTAL
31 586,95	14 522,09	46 109,04

**ETP
31/12/2024**

14,78

EXERCICE 2024

	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/2024	Garanties
NEANT		NEANT	

ENGAGEMENTS RETRAITES

Souscription à la Société Générale le 03/10/2019 (effet au 01/10/2019) d'un contrat "Indemnité fin de carrière".
La valorisation du passif social est de 28,665 € au 31/12/2024.
Le montant au compte SOGECAP IFC est de 58,275 € au 31/12/2024 ; ce montant étant supérieur au calcul du passif social ; aucun versement ne sera à effectuer tant que celui reste en dessous.